



**GROUPEMENT DE COOPERATION CREA-ORS**

RAPPORT D'ACTIVITES 2016

## Vie du Groupement

L'Assemblée générale du groupement a été réunie le 27 septembre 2016 à partir de 18h30 afin d'examiner le rapport d'activités et le rapport financier de l'exercice 2015.

Le Groupement de coopération CREAMI-ORS est membre de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de Normandie et de ses commissions spécialisées. La composition de la CRSA a été renouvelée en juillet 2016, Pascale DESPRES y siège en qualité de titulaire.

## Chantiers d'études

Au cours de l'exercice 2016, le Groupement a permis d'assurer la poursuite de 3 actions initiées au cours des années précédentes.

### ***De l'observation à l'action démarche concertée pour les territoires prioritaires du plan stratégique régional de santé***

#### **Contexte et objectifs**

L'action engagée à l'initiative de la CRSA et de l'ARS en collaboration avec le Groupement de coopération CREAMI-ORS, vise à développer la dynamique territoriale et à favoriser la formalisation de Contrats Locaux de Santé.

#### **Objectifs**

- Permettre une réflexion partagée sur la stratégie territoriale en matière de santé,
- Favoriser l'émergence d'un consensus sur les thématiques prioritaires d'un territoire, les enjeux de l'action publique et les solutions envisageables,
- Promouvoir une dynamique partenariale préalable à la formalisation d'un contrat local de santé.

Les travaux engagés en 2015 sur le territoire du Carentanais se sont poursuivis en 2016 avec la mobilisation de l'ORS.

#### **Méthode et contenu**

Le diagnostic socio-sanitaire partagé à l'échelle de ce territoire initié en 2015 à l'échelle de l'aire d'étude de Carentan a été complété par :

- la fourniture d'indicateurs sur les communautés de communes de la Baie du Cotentin et d'Isigny-Grandcamp-Intercom sous forme d'une présentation PowerPoint (mai 2016),
- le recensement des ressources territoriales (institutions, agences et services déconcentrés de l'Etat, organismes de protection sociale, collectivités territoriales, bailleurs sociaux, acteurs de la prévention et de la promotion de la santé, acteurs du secteur sanitaire et médico-social, Associations d'entraide) (mai 2016).

**Financement :** ARS – CRSA

## **Une démarche partagée et participative (Priorisation - Programmation – Évaluation)**

### **Objectifs**

L'objectif visé est d'améliorer l'appropriation par les acteurs des données descriptives existantes sur la situation socio-sanitaire et les ressources locales des territoires et en favorisant l'émergence, à partir de ces constats, d'un consensus sur les problèmes à résoudre, les enjeux d'action publique et les solutions envisageables. Ainsi, le dispositif proposé s'appuie sur une collaboration étroite du Groupement de coopération CREA-ORS et de l'IREPS de Basse-Normandie.

Ces deux organismes ont associé leurs compétences métiers spécifiques afin de proposer un outil d'aide à la planification visant à favoriser les démarches relatives aux contrats locaux de santé.

### **Méthode et contenu**

Les travaux engagés en 2015 auprès de la Communauté Urbaine d'Alençon (CUA) se sont poursuivis en début d'année 2016.

Ainsi, des indicateurs sur la CUA remis sous forme d'une présentation PowerPoint (mars 2016) est venu documenter un possible contrat local de santé sur le territoire.

Plus précisément, les dimensions travaillées et fournies sous forme de tableaux ou de cartographies sont :

- Indicateurs démographiques et socio-économiques,
- Ressources territoriales sanitaires, médico-sociales et sociales de la CUA et acteurs ressources en Education et promotion de la santé,
- Indicateurs d'état de santé,
- Zoom sur les quatre priorités retenues dans le cadre du projet du Contrat local de santé (maladies métaboliques, accès à la santé des enfants et en particulier des populations fragilisées, mal-être et troubles psychosociaux des jeunes et plus généralement souffrances psychiques et consommation excessive d'alcool).

**Financement :** ARS – CRSA

### **Territoire et cohésion sociale**

**« Définition d'une démarche, de méthodes, de processus et d'outils de caractérisation des territoires de Cohésion Sociale »**

### **Objectifs**

A la demande et avec le financement de la Direction régionale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS), la Maison de la recherche en sciences humaines de l'université de Caen (MRSH) a entamé, sous la direction de Dominique BEYNIER et Salvador JUAN, une recherche sur la thématique « Territoire et cohésion sociale ».

L'objectif de cette étude est « d'éclairer le concept de cohésion sociale en plaçant le repérage du lien social comme élément fondateur de sa réflexion, et d'y apporter du sens afin qu'elle soit, à terme, bien décryptée par les usagers ».

Une démarche méthodologique visant à caractériser ce que peut être un territoire en matière de cohésion sociale en Basse-Normandie vient compléter cette recherche dans le but d'y promouvoir les politiques de l'Etat et d'optimiser la cohérence des actions menées par les acteurs de territoires.

### **Méthode et contenu**

Le projet se décompose en 3 étapes faisant appel à différents acteurs régionaux :

#### Phase 1 : Module Recherche

Module composé d'un réseau de chercheurs de plusieurs laboratoires d'universités et du département recherche de l'IRTS, avec pour ambition de produire une méthodologie et un modèle de type « sociométrique » de définition de « territoires de cohésion sociale ». Cette phase a fait l'objet d'un rapport diffusé en décembre 2012.

#### Phase 2 : Module Méthode et application

Module composé d'un réseau de professionnels « méthodologistes » qui, sur la base du modèle prédéfini par la phase « Recherche », a élaboré un guide d'application territorial. Ce module s'est appuyé sur des expérimentations partielles pour vérifier l'opérationnalité du modèle élaboré en phase 1.

#### Phase 3 : Module Opérationnel

Module composé d'un réseau de différents acteurs sociaux. Il devra vérifier sur le terrain si les propositions construites lors des deux premiers modules seront reproductibles et permettront effectivement de mieux cerner la cohésion sociale sur un territoire.

En 2016, la méthodologie de la phase 3 (test du modèle construit en phase 2 auprès d'acteurs sociaux d'un territoire) a été finalisée (questionnaire et choix du terrain d'enquête). Les travaux se poursuivront au 1<sup>er</sup> semestre 2017.

**Financement** : Direction régionale et départementale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS)

## **Animation de la plateforme CRCOM3S**

L'ORS dans le cadre du Groupement de coopération CREAL-ORS contribue au portage institutionnel et à l'animation du Comité régional de coordination de l'observation médico-sociale, sociale et sanitaire (CRCOM3S).

La plateforme CRCOM3S, dont l'animation a été confiée au Groupement de coopération CREAL-ORS, a pour objectif et rôle de :

- Valoriser les ressources existantes (Veille documentaire, Répertoire des acteurs, Diffusion des actualités régionales),
- Enrichir l'existant (Identification des besoins d'observation, Priorisation des travaux d'observation à développer, pour répondre aux enjeux locaux),
- Favoriser l'émergence de coopérations (Animation de groupes de travail thématiques, Démarche conjointe d'études, Séminaires d'échanges).

Les membres signataires de la convention de partenariat :

- Participent au comité de pilotage qui se réunit une à deux fois dans l'année ;
- Désignent un représentant membre du comité technique (Groupe opérationnel permanent, GOP) ;
- Elaborent le programme de travail de manière concertée et participent à sa réalisation ;
- Echangent leurs données respectives et mettent à disposition leurs études ;
- Examinent le bilan des travaux du CRCOM3S.

Le comité de pilotage, instance décisionnelle de la plateforme, est présidé par la DRJSCS.

Les activités développées en 2016 ont permis :

**Une veille en continu sur l'ensemble du champ :**

- Répertoire des acteurs d'observation en région
- Lettre des publications mensuelles
- Diffusion des actualités régionales via le site Internet

**La finalisation d'une synthèse sur les situations des jeunes en Basse-Normandie** afin de favoriser l'appropriation par les acteurs du plan Priorité Jeunesse des données descriptives, analyses et ressources locales existantes pour une vision partagée des enjeux et leviers mobilisables. Ce chantier partenarial a permis de mettre en lumière des spécificités des jeunes bas-normands et dispositifs et expériences positives pour être force de proposition.

Cinq groupes thématiques correspondants aux grands axes du Plan priorité jeunesse ont été mis en place :

Education,  
Economie et Emploi,  
Inclusion sociale,  
Culture, sport et loisir,  
Citoyenneté, engagement et mobilité.

Avec l'appui de la chargée de mission de la plateforme, chaque groupe a produit une synthèse de 6-8 pages permettant la mise en lumière de faits marquants et le repérage des ressources clés des territoires.

Les travaux menés ont été restitués lors d'une matinée organisée à l'Université « Les différentes facettes de la jeunesse en Basse-Normandie » et introduite par la DRDJSCS et le Conseil régional le 7 juillet 2016.

Dans le cadre de la refonte territoriale, le CRCOM3S a cessé ses activités en juillet 2016. L'ORS poursuivra son investissement dans la plateforme normande d'observation sociale et sanitaire en apportant son expertise sur les questions de santé et tout autre appui pertinent au regard du cahier des charges, défini par les 3 financeurs en début d'année 2017.

**Financement :** DRDJSCS, Conventions ARS et Région

## Normanvilles

Le Groupement de coopération CREAMI-ORS s'est vu confier la préfiguration du Centre ressources politique de la ville normand.

Labélisé en début d'année 2015 par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), le Centre ressources politique de la ville et développement territorial de Normandie, baptisé Normanvilles s'adresse aux acteurs des territoires « politique de la ville » dans leur diversité (professionnels et élus des collectivités, services de l'État, associations, chercheurs...).

En 2016, les travaux menés par Normanvilles se sont pleinement inscrits dans le cadre de référence défini par le CGET et actualisé en juillet 2016 :

<p><b>Conseils citoyens (Mission socle)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat des lieux</li> <li>- Veille documentaire thématique</li> <li>- Contribution à la rentrée citoyenne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lecture croisée des contrats de ville</li> <li>• Dossier thématique</li> <li>• Contribution à la mise en œuvre des 5 rencontres territoriales</li> <li>• Constitution d'une bibliographie sélective en complément de celle réalisée pour les adultes-relais</li> <li>• Travail sur un plan d'action régional de formation (à mettre en œuvre en 2017) dans le cadre de la remontée des besoins organisée par le CGET (mise en œuvre : 2017)</li> <li>• Synthèse et contribution nationale</li> </ul>
<p><b>Réussite éducative (Mission socle)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat des lieux</li> <li>- Veille documentaire thématique</li> <li>- Journée ou demi-journée de capitalisation</li> </ul>	<p>2016 : Lecture croisée des contrats de ville et veille documentaire thématique.</p> <p>Poursuite de ce chantier en 2017</p>
<p><b>Lecture croisée des contrats de ville avec des zooms sur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conditions de mise en œuvre de conseils citoyens</li> <li>- prise en compte des problématiques liées au handicap (contribution CREAMI Normandie – financement dédié : 10 k€)</li> <li>- Mobilisation du droit commun</li> </ul>	<p>Finalisation du tableau synthétique de recueil et transmission aux services de la DRJSCS (fin mai)</p> <p>Focus handicap (4<sup>ème</sup> trimestre 2016)</p>
<p><b>Sensibilisation des agents des services déconcentrés de l'État (DDCS, DRJSCS, DIRECCTE, Préfecture de département, Rectorat... ) à la politique de la ville</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Action de formation Hérouville-Saint-Clair / Rouen</li> </ul>	<p>3 et 4 novembre 2016</p>

<p><b>Egalité femmes-hommes (Métropole Rouen Normandie – DRDFE)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une journée à destination des acteurs mobilisés sur cette question</li> <li>- Veille documentaire thématique</li> </ul>	<p>Recherche de financements pour un intervenant spécialisé</p> <p>Action possible en 2017</p>
<p><b>Plan laïcité et valeur de la république</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement à la déclinaison régionale du plan national</li> </ul>	<p>Actions de communication prioritairement développées en Seine Maritime pour assurer une bonne couverture du territoire (28 novembre 2016 à Rouen)</p> <p>Publication d'une bibliographie sélective (décembre 2016)</p> <p>Animation du groupe de travail communication (élaboration du cahier des charges d'une plateforme Internet de communication)</p>
<p><b>Santé / Promotion de la santé et Prévention (Plateforme nationale des ASV)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclinaison régionale du programme d'actions de la Plateforme</li> </ul>	<p>Journée régionale « Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé : la plus-value de la coordination locale » - 24 janvier 2017 à Houlgate</p> <p>2016 : Co-organisation de la journée par Normanvilles dans le cadre de ses missions socles.</p>

En complément de ces chantiers, l'équipe de Normanvilles a développé en 2016 ses outils de communication, de veille et de capitalisation :

- Mise en œuvre d'un site Internet (fin mars 2016)
- Organisation de la fonction veille en lien avec le réseau national des CRPV
- Mise en place d'une base de données des acteurs (en cours en collaboration avec le CREAL et l'ORS)

**Financement :** Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Préfectures de Région